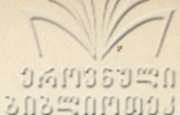


Onzième Année

N° 111


FEVRIER 1936

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

Directeur: Georges Gvazawa

SOMMAIRE

Tension japoно-soviétique	<i>P.-E. Briquet</i>
Un ami des peuples opprimés	* **
A travers le Caucase	<i>Jean Martin</i>
Le « koulak », élément de lutte dans les républiques nationales de l'U.R.S.S.	<i>J. Dumoulin</i>
La littérature contemporaine de l'Azer- baïdjan	<i>A. A.</i>
Le calvaire de la Géorgie	<i>Colonel de Souramy</i>
Revue de la presse	* **
Chronique	

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15°)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Tension japono-soviétique

Tandis qu'entre le Japon et la Chine une sorte de trêve ou même d'apaisement semble être depuis deux mois intervenu, les relations entre Moscou et Tokio se tendent lentement, mais régulièrement. Où cela conduit-il, et faut-il vraiment craindre un conflit armé ?

On pouvait croire, il y a deux ans, que l'U.R.S.S. et le Japon en viendraient aux mains à propos du chemin de fer l'Etat chinois, qui traverse la Mandchourie de l'ouest à l'est. Moscou finit par accepter une transaction et la vente d'une voie ferrée dont l'existence menaçait la sécurité du nouvel Etat. Cette affaire réglée, des relations normales se développeraient-elles ? La vente de l'Est chinois produisit une détente, et donna le temps aux Soviets d'organiser une puissante armée en Extrême-Orient. Mais les causes de friction subsistent et agissent.

Il y d'abord les pêcheries. Depuis des temps lointains les pêcheurs japonais vont dans la mer d'Okhotsk et sur les côtes du Kamtschatka faire de fructueuses campagnes. Avec l'accroissement de la population nipponne, ces

pêcheries sont devenues un élément indispensable pour la subsistance même de la nation. Or, les Soviets ont construit sur divers points de la côte sibérienne des fabriques de conserves, et prétendent limiter sérieusement, sinon exclure tout à fait, les pêcheurs japonais, qui jouissent pourtant de droits que leur concéda le traité de 1905. Les pêcheurs japonais sont houspillés de diverses manières : on leur ferme les ports soviétiques, ou on les accuse d'espionnage.

Second sujet de friction : la démarcation défectueuse de la frontière du Mandchoukouo. Du côté de la Mongolie notamment, le Japon se plaint que les avant-postes soviétiques ont pénétré fort loin sur territoire mandchou. On les voit installés près du lac Buir-Nor et à proximité du chemin de fer mandchou à Heilomuto. On signale là trois incidents sanglants en janvier 1936. Les troupes russo-mongoles étaient pourvues de tanks. Sur d'autres points, aux limites sibériennes, près du lac Hanka notamment, les incidents sont fréquents. Dans l'un des derniers, qui eut lieu à Yangmolin, 26 bûcherons mandchous furent arrêtés par six gardes soviétiques sur territoi-

re mandchou. D'autres incidents, la plupart sanglants, sont signalés.

Les Japonais ont proposé à Moscou de procéder à la démarcation d'une frontière contestée. Or, cette proposition raisonnable, Moscou n'a pas jugé bon de l'accepter. M. Litvinoff se dérobe et préfère accuser Tokio par la voie de la diplomatie et de la presse. Pourquoi l'U.R.S.S., qui en 1933 vendit le chemin de fer de l'Est chinois, adopte-t-elle aujourd'hui une attitude nettement arrogante ?

La raison n'en doit certainement pas être uniquement cherchée dans les très puissants armements soviétiques en Extrême-Orient. Elle réside dans l'assurance qu'a gagnée Moscou en entrant dans la S.d.N. Les Soviets ne se croient pas seulement à l'abri de toute attaque, ils pensent même pouvoir passer à la provocation. Ne seront-ils pas toujours défendus et protégés à Genève ? Et M. Litvinoff, dont les camarades subordonnés fomentèrent des attentats contre la sécurité des républiques sud-américaines, n'a-t-il pas joué la victime au Conseil de la S.d.N. ?

La jactance actuelle de l'U.R.S.S. pose un problème extrêmement grave. Celui de savoir si la S. d. N. pourrait être entraînée par un de ses membres dans une aventure. Car peut-on appeler autrement ce que prépare M. Litvinoff en Extrême-Orient ? Malgré ses orga-

nismes puissants, l'armée soviétique d'Extrême-Orient (400.000 hommes) ne pourrait probablement pas l'emporter sur les troupes japonaises. Il s'agit donc pour Moscou, de se servir de la S.d.N. pour entraîner l'Europe dans une guerre avec le Japon. C'est ainsi seulement que la puissance japonaise pourrait être abattue. Une fois à terre, le principal, le seul obstacle sérieux à la conquête de la Chine par le communisme et les Soviets, aurait disparu. Quel serait ensuite le sort de l'Indo-Chine, de l'Inde, et de l'Insulinde ?

Le fond du problème, c'est évidemment la nature même du membre « benjamin » de la S. d. N. L'U.R.S.S. n'est pas un membre comme les autres. Elle n'est pas un Etat national, mais le territoire où règne une idéologie internationale, une conception de la vie qui doit, pour subsister, s'étendre au monde entier, anéantir toutes les nationalités qui forment à Genève une Société. Le pacifisme soviétique est donc un leurre. Il ne saurait être que temporaire. Il n'a rien d'absolu et n'est pas un but en soi, — comme pour les autres Etats, — mais un moyen, un masque, qui cache mal la plus belliqueuse, la plus impérialiste des entreprises. On en a aujourd'hui la preuve dans le lointain Extrême-Orient.

P. E. BRIQUET.

Un ami des peuples opprimés

Le Comité d'Amitié des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine a pris l'initiative d'inviter M. Jean Martin, directeur du *Journal de Genève*, fidèle ami des peuples opprimés, de venir à Paris pour faire une conférence sur le Caucase. En effet, M. Jean Martin est un grand connaisseur des affaires caucasiennes. Il a visité la Géorgie à l'époque de son indépendance et, depuis ce moment, une amitié étroite le lie aux Caucasiens. On ne peut douter non plus des sentiments de M. J. Martin à l'égard de l'Ukraine et du Turkestan. Il suffirait de rappeler la campagne qui fut menée lors de l'admission de l'U. R. S. S. à la S. D. N. dans le *Journal de Genève* par M. Jean Martin et M. P.-E. Briquet, son rédacteur de la politique étrangère et ami sincère et fidèle de l'Ukraine et des peuples opprimés. Un volume, *L'U. R. S. S. à Genève*, a été ensuite publié dans lequel ont été réunis les articles de M. J. Martin et de M. P.-E. Briquet, parus dans le *Journal de Genève*. Les peuples opprimés de l'U. R. S. S. se souviendront toujours de cette campagne généreuse, comme l'a dit dans son allocution le président du Comité d'Amitié.

La conférence de M. Martin, « A travers le Caucase », organisée par le Comité d'Amitié, avec le concours du comité France-Orient, dans la superbe salle du Palais-Royal, a remporté un très grand succès. Près de 400 personnes ont pu y assister, beaucoup d'autres, faute de place, ont dû y renoncer.

Les deux vice-présidents du Comité France-Orient, le vicomte de Benoist d'Azy et M. Abdon-Boisson (le prési-

dent, M. Claude Farrère, absent de Paris, s'étant fait excuser), M. le ministre Choulguine, président du Comité d'Amitié ; M. de Panafieu, ambassadeur de France, prennent place sur l'estrade aux côtés de l'orateur.

M. Abdon-Boisson, en ouvrant la séance, invite l'assistance d'observer une minute de silence pour commémorer le défunt roi Georges V. Ensuite, c'est M. Choulguine qui prend la parole, en associant le Comité d'Amitié et les peuples qui en font partie au grand deuil des peuples de l'Empire britannique. Il rappelle que ce n'est pas la première conférence que le Comité d'Amitié organise en collaboration avec le Comité France-Orient dans la salle du Palais-Royal. Ainsi, au printemps dernier, le marquis Xavier de Magallon d'Argens a brillamment parlé ici même de la poésie ukrainienne et du génie de Taras Chevtchenko. Aujourd'hui, la séance est consacrée au Caucase. M. Choulguine, en tant qu'Ukrainien et président du Comité d'Amitié, exprime sa profonde satisfaction que M. Martin parlera de ce beau pays, habité par plusieurs peuples de races, de religions et de mœurs différentes, mais qui représente, au point de vue géographique, économique et politique, une unité incontestable. Les Ukrainiens, dit l'orateur, éprouvent la sympathie la plus vive envers les peuples du Caucase, avec lesquels ils sont liés par leur malheur et par leur patriotisme ardent.

Le président rend ensuite hommage à M. Jean Martin, défenseur des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine, ainsi que des autres peuples



qui luttent pour leur indépendance.

Le *Journal de Genève* a le privilège d'être lu par l'élite du monde entier ; tous les ministres des affaires étrangères et les délégués de toutes les puissances qui viennent siéger à Genève le déplient en premier lieu tous les matins. La situation exceptionnelle qu'occupe cet organe est due au labeur patient et plus que centenaire de plusieurs générations ; le *Journal de Genève* a la réputation mondiale d'un journal courageux et, en même temps, pondéré ; c'est un journal d'opinion, mais, en même temps, plein d'objectivité.

« Vous incarnez, cher ami — continue M. Choulguine, en s'adressant à M. Jean Martin — cette vieille tradition, de même que votre journal incarne l'esprit même de Genève. Cette cité de langue française, que plus d'un lien attache à l'histoire française et à l'esprit français, a su garder pendant des siècles sa parfaite originalité. Personne ne conteste l'influence que la France a pu exercer sur Genève, mais l'apport de Genève dans la formation de la France moderne est non moins indéniable. Il ne faut pas croire que Jean-Jacques Rousseau, cet enfant prodigue de Genève, n'a été qu'un esprit destructeur, car c'est lui qui a jeté en France l'étincelle de ce patriotisme vibrant, inné à tout Genevois, et qui a enflammé les cœurs de tous les Français de ce sentiment ardent.

« Genève, cité de refuge », lisons-nous sur une vieille porte de la ville de Genève. Ici encore, la France et Genève (et par Genève j'entends toute la Suisse) sont associées dans nos cœurs... Ayant dû quitter nos pays, nous avons trouvé en France l'hospitalité généreuse qui nous permet de supporter notre exil. De même, aux

bords de l'incomparable lac Léman nous trouvons, comme ici, parmi nos amis français, ce soutien et ce réconfort moral qui nous donnent la force de vivre et de lutter et de garder la foi ardente dans la victoire finale de nos peuples. »

Ensuite, la parole est donnée à M. Jean Martin, dont nous re reproduisons par ailleurs, *in-extenso*, la conférence.

Le lendemain, 26 janvier, le Comité d'Amitié a organisé, dans les salons de l'hôtel Lutetia, une réception en l'honneur de M. et Mme Jean Martin. Le président du Comité d'Amitié et Mme Choulguine ont convié à cette réception de nombreuses personnalités parisiennes, dont la plupart ont déjà assisté la veille à la conférence. On remarquait : la vicomtesse de Benois-d'Azy, Mme Delarue-Mardrus, le général Henrys, président du Cercle d'études ukrainiennes ; le général et Mme Chardigny, M. et Mme René Pinon, le vicomte de Guichen, le colonel Lamouche, consul général de Bulgarie ; le vice-président du Comité France-Orient et Mme Abdou-Boisson, M. Flory, président à la cour d'assises ; le comte de La Roche-Aymon, le conseiller Caloyanni, M. et Mme Florissoone, secrétaire général de l'Amitié franco-géorgienne.

Étaient également présents les collaborateurs parisiens du *Journal de Genève*, dont Mme Simon Mazade-Roussan et M. René La Bruyère, les membres de la colonie suisse, amis de M. et Mme Martin, etc.

Plus de cent personnes ont assisté à la réception, dont un tiers à peu près était composé des membres les plus en vue des colonies caucasienne, turkétanienne et ukrainienne.

Se sont fait excuser : LL. AA. le prince et la princesse Achille Murat ;

LL. Exc. M. le ministre de Suisse à Paris et Mme Dunant, M. l'ambassadeur de France et Mme Noulens ; le général Tabouis, l'amiral Degouy, M. E. Soulier, vice-président de la Chambre ; M. A. Marquet, ancien ministre, maire de Bordeaux ; le marquis de Magallon d'Argens, ancien député ; le représentant en France de l'Office International Nansen pour les réfugiés et Mme Paon ; M. G. Risler, membre de l'Institut, et autres.

La soirée a été très réussie et s'est prolongée tard dans la nuit. A son succès a beaucoup contribué Mme Tchkaïeff, de l'Opéra d'Odessa, qui

s'est fait entendre, accompagnée par Mme Notara.

Le lendemain matin, M. et Mme Jean Martin ont pris le train pour Genève. M. Choulguine, le président du Comité d'Amitié des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine ; MM. Tchenkeli et Guéguetchkori se sont rendus à la gare et ont offert des fleurs à Mme Jean Martin.

M. Martin, par sa venue à Paris et par sa conférence, a donné une nouvelle preuve de son dévouement à la cause des peuples opprimés qui ont pu, de leur côté, par leur réception cordiale, prouver leur reconnaissance à leurs vrais amis et défenseurs.

A travers le Caucase, souvenirs de voyage

Nous sommes heureux de reproduire ici la brillante conférence de M. Jean Martin, directeur du Journal de Genève, qu'on lira avec autant de plaisir que de profit.

Mesdames, Messieurs,

Dois-je vous l'avouer ? C'est par une usurpation de pouvoirs que j'ai débuté dans mes rapports avec la République géorgienne !

Par une journée torride de juillet 1920, le train qui haletait à travers les plaines italiennes ajoutait à chaque station quelques minutes supplémentaires à son retard déjà considérable ; à Bari, il en avait accumulé 130 et me laissait tout pantois sur le quai : ma correspondance pour Tarente était manquée, et le bateau qui devait me conduire au Caucase allait partir sans moi.

Huit à quinze jours de perdus sur un voyage d'un mois, c'est intolérable ! Pas une auto pour gagner le port. Pas un avion. Pas une locomotive. Que faire ? Il me reste le télégraphe. Je lance une dépêche au Commandant du paquebot : « *Correspondance manquée. Voyage politique important. Attendez-moi* ». Oui, mais comment signer ? « Martin » ? — Connais pas, dira la Compagnie. C'est en effet la délégation géorgienne à Berne qui a retenu ma place. Soit ! Pas d'hésitation : je signe « Délégation géorgienne ».

L'effet produit est miraculeux : lorsque, avec le train suivant, j'arrive à 10 heures du soir à Tarente, le bateau, qui

devait partir à 6 heures, est encore en rade. Je bondis sur le pont et vais remercier le capitaine de m'avoir attendu. Il me répond en souriant ! Perqué no ? »

Le lendemain, je fais la connaissance d'un jeune ingénieur géorgien ; après une longue discussion sur les théories d'Einstein, il me demande de l'aider à percer un mystère : « La veille au soir, me dit-il, au moment où le *Ferenc-Josze Kiraly* — c'est le nom de notre paquebot — allait s'ébranler, le capitaine a prévenu les passagers que le départ était retardé de quelques heures en raison du voyage politique important d'un ministre géorgien. J'ai beau dévisager tous les passagers, je n'arrive pas à découvrir le ministre ».

Pendant 24 heures, j'ai feint de chercher avec lui le mystérieux homme d'Etat... J'étais naturalisé géorgien avant d'avoir touché le sol de la Géorgie, et je débutais au Caucase... comme ministre !

Navigation délicieuse, mer enchantée. Mon premier devoir de néophyte géorgien est de lier connaissance avec mon aimable voisine l'Arménie. Cette jolie jeune dame espiègle qui, sur le pont du navire, est fort entourée et qui parle très bien le français, n'est-elle pas Arménienne ? Longue conversation. Nina me conte ses souvenirs d'enfance... à Genève, et bientôt nous découvrons que mes belles-soeurs et cousines sont ses amies d'école. Un lien nouveau avec l'Arménie !

En rade de Péra, notre « *Ferenc-Josze Kiraly* » voisine avec un autre bateau italien qui, lui, vient d'arriver de Batoum. A bord, une jeune fille de 16 ans, la soeur de Nina. Son père, riche industriel, a été emprisonné à Bakou par les bolcheviks, qui ont enva-

hi l'Azerbaïdjan ; son frère s'est déguisé en ouvrier pour tenter de sauver la vie de son père. Elle s'est enfuie, seule. Elle a réussi à éviter les postes militaires. De nuit, elle a franchi le pont sur la frontière entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie en s'agrippant à l'armature extérieure du viaduc. A Tiflis, elle a obtenu un passeport... suisse. A Batoum, elle vient de reviser, d'autorité, tous les contrats commerciaux de son père.

Les voisins, les amis de la Géorgie : les Arméniens, les Azerbaïdjanais... et, tandis que notre bateau entre en rade de Batoum, tandis que les contreforts du Caucase se dessinent, en silhouettes fortement accusées, sur un ciel d'un bleu intense, j'évoque aussi les voisins du Nord, les vaillants montagnards qui, pendant un demi siècle, ont tenu tête avec une farouche énergie au colosse moscovite. Eux aussi souffrent, en ce bel été de 1920, sous le joug étranger.

Bientôt je vais parcourir le Caucase de l'ouest à l'est et du nord au sud, mais seule la Géorgie, libre pour quelques mois encore, me sera ouverte : à chacune de ses frontières, je me heurterai aux postes bolcheviks.

Mes « souvenirs de voyage » se trouvent ainsi confinés, par la force des choses, en Géorgie. Si je parle moins aujourd'hui du Caucase du Nord, de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, ce n'est pas qu'ils aient moins de place dans mon coeur : c'est simplement parce qu'ils ont moins de place dans mes *Souvenirs*.

LE CAUCASE

Le Caucase : un grand « détroit terrestre » entre l'Europe et l'Asie, comme l'a baptisé si justement M. le professeur Milhaud. Un large détroit

orienté de l'ouest à l'est, gardé au sud par le Mont Ararat et la chaîne du Petit Caucase, au nord par la barrière formidable du Grand Caucase dont les deux sommets, l'Elbrous (5665 m.) et le Kazbeck (5045 m.), contemplent de haut notre modeste Mont-Blanc.

Une vaste vallée d'une richesse et d'une variété infinies. Du côté de la Mer Noire, les produits les plus variés de la plus merveilleuse flore tropicale. Des roses à profusion. Azalées de pleine terre. Bambous géants. Vigne sauvage. Et le tabac. Et le maïs. Et le thé, que soigne avec amour un spécialiste chinois. Au centre du pays, les champs fertiles que cultivent les paysans avec un soin jaloux, et les riches pâturages où paissent chevaux, boeufs et buffles. Au nord, sur les contreforts du Kazbeck, les grandes forêts de chênes de la Svanéthie. Au sud, du côté de l'Ararat, les sources thermales de Borjom, la station climatérique d'Abbas-Toumane, les forêts de pins de Bakouryani. Plus loin, les mines de manganèse de Tchiatouri, les plus riches de la terre. En Kakhétie, de magnifiques vergers. Et là-bas, à l'est, à Bakou, vers la Caspienne, les nappes inépuisables de naphte.

Chez eux, les Caucasiens ont *tout*. Et c'est pourquoi on leur a *tout* pris.

Au moyen-âge, leur puissance fut immense, et ce fut une puissance de *l'esprit* autant, plus encore, qu'une puissance de la *force*. Christianisés dès les premiers siècles de notre ère, leur pôle d'attraction fut l'Occident. Centre commercial, centre artistique, centre intellectuel, la Cour de leurs rois entretint les relations diplomatiques les plus étroites avec les papes et avec les empereurs.

La prise de Constantinople par les Turcs bloqua les Caucasiens dans leurs montagnes. Dès lors ils furent séparés

de l'Europe. Isolés, et trop souvent divisés, ils se raidirent dans leurs luttes incessantes contre les grands empires qui les environnaient. Cent fois leur détroit terrestre fut submergé. Par les Perses. Par les Mongols de Gengiskhan. Par les hordes de Tamerlan. Par les Turcs. Par les Russes. De l'Est. Du Sud. Du Nord.

Et toujours, conscients de leur mission, ils secouèrent le joug étranger et proclamèrent à nouveau leur indépendance.

La dernière fois, ce fut au printemps de 1918. Les armées russes se retiraient en désordre à travers la vallée et, par la grande route de Vladicaucase regagnaient tant bien que mal leur pays. Alors, tandis que les montagnards du nord et du Daghestan s'organisaient en Etat libre, Géorgiens, Arméniens et Azerbaïdjanais s'unirent et proclamèrent la République de Transcaucasie. D'origine, de races, de coutumes, de confessions différentes, ils eurent peine à s'entendre.

Et pourtant que de finesses orientales pour ménager le prestige de chacun. Voyez ce billet de banque de la République transcaucasienne : les trois Etats alliés y occupent chacun la première place. Les Arméniens écrivent de gauche à droite : ils ont, à gauche, la première place. Les Azerbaïdjanais écrivent de droite à gauche : ils ont, à droite, la première place. Les Géorgiens sont au centre : la première place.

Mais le protocole le plus savant ne suffit pas à résoudre les problèmes politiques. Or un grave problème politique se pose, un problème que posent à la fois la géographie et l'histoire. Un petit Etat craint presque toujours le grand Etat voisin, et s'appuie, contre celui-ci, sur un grand Etat plus éloigné.

L'Arménie escompte le secours *russe* contre la menace *turque*.

L'Azerbaïdjan escompte le secours *turc* contre la menace *russe*.

Les traditions raciales et confessionnelles renforcent encore ces sympathies et ces antipathies.

Très vite, la République transcaucasienne s'écroula et, séparés, les Etats du Caucase subirent leur destinée. Les uns après les autres, ils furent engloutis par leurs puissants voisins. En 1920 le Caucase du nord, l'Azerbaïdjan, l'Arménie ; au début de 1921, la Géorgie.

Mais déjà, à l'heure de la rupture, chacun songeait à l'époque où la cohésion succéderait à la dispersion.

Le 26 mai 1918, devant l'Assemblée nationale de la Géorgie indépendante, le président Jordania s'exprima en ces termes :

« Le peuple géorgien, uni sous un même drapeau, entrera en alliance avec tous les peuples voisins, et c'est par cette alliance que renaîtra l'union fédérative : ainsi l'Etat qui vient de mourir sous nos yeux sera reconstitué. Il portera le nom de Confédération caucasienne. Notre chemin, notre idéal va vers la réalisation de cette union. »

Dans l'adversité, les peuples du Caucase ont compris que tout ce qui les *unit* est plus fort que tout ce qui les *divise*. Le dilemme formulé par M. Jordania leur apparaît éclatant de vérité :

*Où l'union et la liberté
ou la désunion et l'esclavage*

Les délégués en exil du Caucase du nord, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, répondant aux aspirations de leurs peuples, ont signé en 1934 le pacte caucasien. Ils ont constitué la

Confédération du Caucase, et ils ont réservé, dans le Pacte, une place à un quatrième associé : l'Arménie.

Fantaisie d'exilés meurtris par les événements ? Non, répond dans le *Prométhée*, le délégué de l'Azerbaïdjan M. Rassoul-Zadé :

« L'histoire toute récente de la politique internationale, dit-il, a confondu plus d'une fois les sceptiques. Qui ne connaît le sort de la Tchécoslovaquie d'avant-guerre ? A-t-on oublié que la déclaration de sa Constitution a été faite en Amérique, alors que le héros Masaryk était exilé ? »

M. Rassoul-Zadé a raison ; *un peuple qui veut vivre ne meurt jamais*.

Il attend son heure. Quand sonne cette heure, il la saisit d'un élan irrésistible, et il réapparaît dans l'histoire, plus vivace que jamais, avec tous les attributs de la souveraineté.

Ne nous leurrons pas d'illusions : pour recouvrer leur liberté, et pour la conserver ensuite, *une seule voie* est ouverte aux nations du Caucase, celle qui conduit à la solidarité, une solidarité caucasienne renforcée et consolidée par une étroite amitié avec les deux grandes nations qui encadrent le Caucase à l'ouest et à l'est : l'Ukraine et le Turkestan. « Qui touche l'un touche l'autre » était la devise des citoyens de Genève dans les temps héroïques de notre petite Cité. « Qui touche l'un touche l'autre » doit être la devise de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Caucase du nord, de la Géorgie.

Cette devise, il ne sera pas toujours facile d'y rester fidèle. Il nous a fallu plusieurs siècles, à nous, Confédérés suisses, pour réussir à nous comprendre et nous entendre. Vous, Confédérés du Caucase, à l'esprit plus souple et plus rapide que celui des Helvètes, vous y parviendrez aussi..

et plus vite ! Comme nous, vous saurez faire les sacrifices nécessaires au lien national suprême : *la liberté* !

Le peuple des montagnards

Race altière, durcie dans les intempéries, farouche dans la défense de ses hautes vallées. Pendant des siècles, tour à tour libre ou soumise, elle a lutté contre les Mongols, les Tartares, les Arabes, les Russes.

Au début du XIX^e siècle, une vague de mysticisme religieux, qui bientôt se mue en mystique politique, déferle sur les sommets du Caucase. C'est le muridisme, dont Kazi Mouhamed est l'apôtre. Puis, un autre héros national se lève et galvanise les énergies latentes de ses compatriotes : en 1834, Chamyl est proclamé *iman*. Il arme 60.000 soldats. Et quel soldats ! Il mène la vie dure aux divisions russes qui s'acharnent contre lui. Guerre de montagne. Guerre de surprises. Guerre d'endurance. Mais Chamyl n'est pas seulement un guerrier fameux. Il est aussi un politique avisé. Il organise le Caucase du nord en Etat moderne, sur la base de principes démocratiques. Dans les régions de montagne — dans celles de Suisse comme dans celles du Caucase — le principe légitimiste, c'est le principe démocratique. C'est conforme à l'histoire, parce que pour ces peuples la démocratie est à l'origine de la liberté ; c'est conforme, aussi, à la topographie : dans les vallées encastrées entre les montagnes, comment pourrait-on attendre les ordres du pouvoir central ? Quand les fléaux humains ou ceux de la nature s'abattent sur la vallée, il faut agir sans délai. Les montagnards sont habitués à prendre eux-mêmes leurs responsabilités. Pendant de longues années ils résistent à l'empire russe.

Enfin, ils succombent, et Chamyl capitule en 1859.

En 1917, ils s'assemblent à Vladicaucase et proclament l'indépendance du « Caucase du nord et Daghestan ». Une seconde assemblée crée la *République du Caucase du Nord*, dont l'indépendance est notifiée aux puissances le 11 mai 1918. La même année, les montagnards se prononcent pour la formation de la Confédération Caucasienne. Leur territoire, cependant, est plus tard occupé par les armées blanches de Denikine, jusqu'au jour de la grande marée bolcheviste du printemps 1920. Le Daghestan se révolte encore en août de la même année, sans succès durable.

Les Montagnards constituent, pour l'avenir commun des nations caucasiennes, une réserve intacte de forces vives. Comme l'écrivait l'un des leurs, Ibrahim Tchoulik, au moment de la signature du Pacte Caucasien :

« Le passé du Caucase, c'est cette flamme éternelle qui brûlait dans l'âme de ses peuples ; c'est leur apport historique dans la lutte en commun pour l'indépendance ; c'est leur esprit solidaire, indestructible ; c'est l'immense gloire qui plane sur ses enfants, apanage de la patrie commune : *le Caucase*.

Le pays des feux éternels

Dans le grand territoire azerbaïdjanais, dont Bakou est le centre prospère, la race turque domine ; mais les éléments tartares et iraniens sont loin d'être négligeables. Ce mélange de sangs divers n'a pas empêché l'idée nationale azerbaïdjanaise de s'éveiller à la voix du grand poète Firdousi.

La poésie mélancolique des steppes, la poésie exaltante des longues chevauchées hante l'âme des Azeris. Ils

se souviennent de leurs khanats indépendants au XVII^e siècle. Ils savent combattre, mais ils ne savent pas gémir. Leur amour patriotique bouillonne dans leur cœur, et leur pudeur nationale les retient d'en parler. La propagande n'est pas leur fait. Ils se sont souvent laissé oublier. Et pourtant leurs 4,5 millions de nationaux, musulmans dans leur majorité, méritent d'être connus, compris et aimés.

Comme leurs frères du Daghestan et du Caucase du nord, ils ont lutté avec acharnement contre les armées russes à l'époque de la Révolution française et des guerres napoléoniennes. En 1804, leur chef Djavad Khan périt sous les murs de leur ancienne capitale Guendzé ; en 1806 Bakou tomba à son tour ; le reste du pays fut à son tour subjugué dans les années 1813 à 1828.

Le réveil date de la seconde moitié du XIX^e siècle, et l'Association des jeunes nationalistes azerbaïdjanais de St. Pétersbourg, qui subsista en pleine capitale russe de 1895 à 1917, exerça une grande influence sur la classe dirigeante.

De 1918 à 1920 les événements se précipitent : conférence de Trébizonde, arrivée des Anglais, formation et chute de la Transcaucasie, indépendance nationale reconnue par le Conseil suprême. Mais, le 20 avril 1920, l'armée bolchevique est devant Bakou, et les communistes proclament l'Etat soviétique de l'Azerbaïdjan.

Ce n'est qu'une éclipse momentanée : les fiers Azeris occuperont une place d'honneur dans le futur Etat indépendant. La Confédération caucasienne ne serait pas complète si ne lui était pas étroitement agrégé le « Pays des feux éternels ».

L'Arménie martyre

Dix-sept siècles d'indépendance, vingt-quatre siècles d'histoire, sans compter ceux des légendes, quel glorieux passé !

Par une belle nuit contemplez la constellation d'Orion : Orion, c'est Haïk, le premier patriarche arménien, qui, transporté dans la voûte céleste, veille depuis trente siècles sur son peuple. L'historien Moïse de Khorène raconte les exploits de la dynastie haïkienne, qui se noient dans la nuit des temps.

Pendant les cinq premiers siècles de notre ère règnent les Arsacides ; en 451, les Arméniens remportent la victoire d'Avraïde et s'émancipent des Persans qui s'étaient incrustés dans le pays. De la même époque date la création de l'alphabet arménien. Mais, au VII^e siècle, les Arabes surviennent...

De 885 à 1045 règne la fameuse dynastie des Bagratides, soeur de celle que nous retrouverons en Géorgie. Au XI^e siècle l'Arménie est amputée d'une partie de son territoire, mais un royaume subsiste, et l'on voit même sur le trône des Francs descendants des Croisés : Philippe d'Antioche et deux Lusignan.

Les couvents, pendant cette longue période de gloires et de misères, ont été des foyers de culture littéraire et artistique.

Puis commence le long calvaire dont voici les dates tristement célèbres :

1387, Tamerlan ;

XV^e siècle les Turcomans ;

XVII^e siècle les Persans.

C'est la dispersion, c'est l'émigration loin de la terre natale.

1845 et 1860, massacres du Liban ;

1894, Sassoun ;

1895-96, les sbires d'Abdul-Hamid; 1909, Adana.

En 1915, il ne reste au pays que quatre millions d'Arméniens. Après l'armistice de 1918 un grand espoir vient d'Amérique, mais ne tarde pas à se dissiper aux souffles de la guerre d'Asie-Mineure.

Arménie ! Pauvre Arménie labourée par la charrue des invasions et des massacres, tragique Arménie pour laquelle notre opinion publique s'est soulevée dans un sentiment profond de solidarité et de sympathie !

Le paradis terrestre

De Tiflis, le 7 août 1920, j'écrivais au *Journal de Genève* :

« D'aucuns prétendent qu'il faut **placer** en Géorgie le paradis terrestre. Eve, **on** le sait, y est belle, les pommes y sont nombreuses et succulentes, le perfide serpent n'y est pas rare, et l'esprit de l'homme y est très curieux de la connaissance de la vie.

« L'arbre de la science y fut toujours prospère. Des champs pour Caïn, des prairies pour Abel. Un tempérament prompt à la dispute et très jaloux de ses droits... Pourquoi pas, après tout, pourquoi ne pas placer en Géorgie le paradis terrestre ? »

La caractéristique du Géorgien, c'est la *joie* de vivre. La caractéristique de la nation géorgienne, c'est la *volonté* de vivre.

A travers toutes les vicissitudes de leur histoire, les Géorgiens ont toujours conservé le sourire.. mieux : le rire. Quelle force ! Leur historiographe anglais, M. Allen, souligne cette particularité dans son beau livre et s'écrit : « Lorsque tout s'effondre, le rire seul est capable de survivre à la terreur et de détruire des empires ! »

La joie de vivre : je l'ai sentie sourdre puis se répandre en ondes sonores dans ce beau pays de Géorgie qui, en 1920, s'épanouissait au grand soleil de la liberté ! Dans les champs et dans les villes, dans les plaines et dans les montagnes. Tout le grand passé de gloire, comprimé pendant un siècle sous la domination étrangère, resurgissait au grand jour : les grands Bagratides, les Giorgi, les Irakli, les Wakhtiangs, les reines Tamar et Roussoudana ; les commentateurs de Platon et d'Aristote au XI^e siècle ; Roustavély, surtout, le poète épique national, qui inculquait aux Géorgiens la fermeté dans les desseins et la constance dans l'adversité : « Au cours des plus longues souffrances, dit dans son poème *L'homme à la peau de léopard*, l'homme doit demeurer courageux ; sans crainte, avec vaillance, il doit leur opposer une résistance infrangible. »

Mais, à ses yeux, la force du sentiment doit être étayée par la science : « Le vrai savant, écrit-il, trouvera toujours l'issue des difficultés les plus grandes : il lui suffit, pour atteindre son but, de conserver son calme et la maîtrise de soi-même. »

Neuf siècles plus tard, l'Anglais Allen répond à Roustavély : « Les Géorgiens ont supporté toutes sortes de dominations étrangères, et, chaque fois que la libération est venue, ils se sont retrouvés les mêmes qu'auparavant. Ils ont un sentiment très fin et très profond de leur communauté nationale. Ce sens de l'individualité nationale est très ancien, beaucoup plus ancien que celui que clament de relativement jeunes nations européennes. Cette notion est née au temps de la Géorgie médiévale et s'est cristallisée sous la plume de Roustavély... »

La Géorgie médiévale : quel charme

elle avait avec ses grands seigneurs, ses philosophes, ses artistes et ses poètes, avec ses reines belles comme le jour, ses reines que leurs sujets adoraient comme des saintes. Car Roustavély n'est pas seul aux pieds de Thamar : autour de lui les Géorgiens de tous les siècles forment un cercle immense.

Dans les chapelles antiques, au milieu des mosaïques et des fresques de style byzantin primitif, brillent les joyaux des trésors cachés. Dans les châteaux comme chez les paysans l'hospitalité est fastueuse : pour recevoir dignement ses hôtes, le Géorgien sacrifie jusqu'à la moitié de sa fortune. Chrétien dès le début de notre ère, il tente de mettre en pratique les principes du Christ. Ecoutez encore Roustavély parler de ses compatriotes auxquels, en les idéalisant un peu, il dicte une admirable ligne de vie :

« Leur charité s'épandait autour d'eux comme la neige qui recouvre tout de son manteau ; les veuves et les orphelins trouvaient auprès d'eux aide et protection, et il n'y avait plus de pauvres pour mendier. Seuls les malfaiteurs trembaient en leur présence...

« Leur histoire se termine comme un rêve dans la nuit. Ils ont passé, ils sont allés au-delà du monde... »

Oui ! Ils ont passé, ils sont allés au-delà du monde, mais leur souvenir demeure, et ils revivent dans leurs descendants du XX^e siècle. Qui nous racontera leur épopée moderne ? L'audace avec laquelle ils proclamèrent leur indépendance ? La ténacité avec laquelle, il y a aujourd'hui 15 ans, ils résistèrent à l'invasion ? Le courage héroïque avec lequel ils se soulevèrent, en 1924, contre l'oppression étrangère ? Ils attendent, maintenant, l'heure de la délivrance. Ils ont *appris* à attendre. Ils *savent* attendre. Ils attendent, mais ils ne fléchissent pas.

« Et voici » — c'est Roustavély qui parle. — « Et voici la fin de ce conte héroïque.

« La harpe vibre encore, alors qu'elle ne résonne plus.

« Ainsi en est-il en ce monde...

« Ainsi s'enfuit le temps qui nous est compté ici-bas, si long qu'il puisse paraître à qui jamais n'a vécu une heure de joie...

« La harpe vibre encore alors qu'elle ne résonne plus. »

Jean MARTIN.

Le „Koulak", élément de lutte dans les Républiques nationales de l'U.R.S.S.

La « réforme agraire », autrement dit la transformation de l'économie paysanne sur des bases socialistes dans les régions, républiques et territoires autonomes de l'U. R. S. S., est un exemple frappant de l'ignorance complète, sinon voulue, des lois et usages établis, des siècles durant, par la

vie économique et politique des peuples qui constituent cette sorte de l'« Union » soviétique. Le but de cette politique agraire consiste à vouloir, par « voie de choc », réaliser le mot d'ordre de « collectivisation de l'économie rurale », dirigée tout d'abord vers la destruction de l'exploitation in-

dividuelle et, comme conséquence, vers l'extermination de l'exploitant, autrement dit du « koulak ». Or, comme on le verra par la suite, ici même, il s'agit sous cette appellation de détruire systématiquement les éléments sains du pays, ceux qui, par leur influence, leur situation sociale, dans les régions de la périphérie tout particulièrement, présentaient un danger pour le régime et, plus encore, pour la domination moscovite. Ceci nous amène à parler du koulak, de son activité, de ses tendances. Qu'est-ce donc que le koulak ?

Sous cette appellation, on se représentait, au début, un paysan aisé, enrichi même, grâce aux profits réalisés par la vente de ses produits, fruit du travail de ses ouvriers, son travail à lui ne comptant pas. Ainsi, du point de vue marxiste, le koulak n'est autre qu'un exploiteur qui vit en s'appropriant la plus-value du travail fourni par ses salariés. Selon la définition qu'en donne M. Rykov, l'ancien président du conseil des commissaires du peuple, le koulak du temps de la *Nep*, car la notion de « koulak » n'a cessé d'évoluer, constitue la classe de paysans qui vit en exploitant les autres.

Lorsqu'en 1927 (dernière année de la *NEP*), la commission chargée par le conseil des commissaires du peuple de grouper les paysans par catégories, d'après leur situation matérielle, voulut commencer ses travaux, elle prit pour base les caractères suivants : était reconnu comme koulak celui qui disposait de deux ouvriers agricoles salariés ou qui possédait trois têtes de gros bétail, des outils agricoles perfectionnés, un inventaire agricole assez important ou bien encore une superficie d'ensemencement supérieure à dix hectares.

Il suffisait donc d'un seul de ces élé-

ments pour qu'un paysan fût considéré comme koulak. Nous verrons par la suite que cette notion est devenue élastique et qu'elle a englobé des paysans dont l'aisance ne s'élevait guère au-dessus de la masse appauvrie, voire même qui, ne possédant plus rien, étaient soupçonnés d'être hostiles au pouvoir soviétique et à l'emprise moscovite.

Quoi qu'il en soit, la commission de 1927 ayant terminé ses travaux, il apparut que sur un chiffre total d'environ 110 millions de paysans de l'Union soviétique, cinq millions à peine, y compris les enfants, soit les 4,5 0/0, étaient des koulaks. C'est sur cet effectif, insignifiant en vérité, qu'allait peser de tout son poids le mot d'ordre du parti communiste, « l'extermination du koulak ». Dès lors, la destruction des grandes exploitations qui s'étaient constituées du temps de la *NEP*, commença et, avec elle, l'extermination du koulak.

Cette destruction prit de telles proportions que M. Staline lui-même crut devoir intervenir et déclarer qu'il n'était pas possible de pratiquer cette socialisation du fait seul « que tout était permis ».

Au printemps de 1930, le Comité central du parti communiste constatait que l'expropriation des biens des koulaks, commencée dans les premiers jours de 1930, avait déjà été réalisée. On confisqua non seulement les biens des koulaks, mais aussi ceux des paysans moyens et parfois même ceux des paysans pauvres. Parallèlement à ces expropriations, à ces confiscations de biens, se poursuivait l'extermination des koulaks et pseudo koulaks : arrestations, déportations, fusillades, tout était mis en œuvre pour en finir *rapidement*. Dans sa résolution du 10 janvier 1933, le comité central du parti

communiste pouvait annoncer, non sans une pointe de cynisme, que les koulaks n'existaient plus, qu'ils *étaient exterminés jusque dans leurs racines*. Ainsi, la victoire du socialisme à la campagne triomphait !

Ces phrases ainsi lancées nécessitaient une mise au point, un redressement. Ce fut encore M. Staline qui s'en chargea. Dans son discours du 11 janvier 1933, M. Staline, parlant de l'« œuvre communiste à la campagne », ne cacha pas que les koulaks avaient été battus, en effet, mais qu'ils *n'étaient pas encore anéantis*, leur disparition totale lui paraissant assez lointaine.

M. Staline avait alors en vue, non seulement les koulaks en dehors des kolkhoz, mais aussi les éléments anti-soviétiques, entrés le plus souvent dans les kolkhoz pour y prêcher l'indiscipline, le sabotage, la résistance aux initiatives communistes, au processus de collectivisation des campagnes.

Désormais, le koulak allait se trouver confondu avec les paysans aisés ou pauvres, soupçonnés d'hostilité, envers le pouvoir soviétique et moscovite. On voit maintenant la portée de semblable conception : dans les régions de la périphérie, où la question nationale joue bien plus peut-être que la question sociale, on allait assister à une lutte sans merci, lutte qui se poursuivait encore, sous des formes diverses, au Caucase, en Ukraine, au Turkestan, en Carélie, etc., couvrant ces pays, autrefois florissants, de deuils et de ruines.

Déjà, en 1930, le *Groznenski Rabotchi* numéro 51, écrivait : « Les koulaks, dont on a liquidé (de force, bien entendu) les exploitations, sont restés sans moyens de production ni d'exis-

tence ; ils sont passés à la charge des parents ».

Cette situation ne pouvait s'éterniser ; il ne restait à ces paysans ruinés, échappés à la déportation ou aux prisons soviétiques, voués d'autre part à une mort lente par les privations et la famine, qu'à chercher une issue dans la fuite à l'étranger ou qu'à gagner la montagne et grossir les bandes d'insurgés au Caucase et au Turkestan notamment. Nous ne retracerons pas les phases de cette lutte dont il a été si souvent parlé dans les colonnes de *Prométhée*, nous signalerons seulement quelques faits glanés dans la presse soviétique au cours de ces dernières années :

« Il faut en finir avec les *kourkoul*s (nom du koulak en ukrainien). Chassez du parti les agents des *kourkoul*s ». « Sous les ordres des *kourkoul*s ». « Pas de pitié pour les ennemis du peuple ». « Punir sévèrement ceux qui pillent les biens des *kolkhoz* », etc. Tels sont les mots d'ordre, les titres, les avertissements que l'on trouve en caractères gras et en première page, à côté d'articles consacrés à la question du stockage de la récolte en Ukraine et à la lutte contre le « *kourkoul* » dans la *Proletarska Pravda* de Kiev des mois de novembre et de décembre 1932.

Sous les titres : « Le sabotage des koulaks dans le stockage du coton continue », « Il faut briser la résistance des koulaks », la presse soviétique du mois de décembre 1932 proclame une lutte acharnée contre les koulaks turkestaniens. Les *Izvestia* de Moscou du 12-12 affirmaient même que dans la région de Kouva au Ferghana, les koulaks locaux n'avaient pas livré un seul kilogr. de coton depuis le 10 novembre ; que dans la région de Marghelan, les koulaks avaient

tenté par onze fois de mettre le feu au coton des kolkhoz. Pour tout dire, au cours de cette année 1932, selon une estimation de la *Pravda Vostoka* de Tachkent du 20 février 1933, le nombre de personnes éliminées des kolkhoz d'Uzbekistan se serait élevé à 3.550. Dans ce nombre, on comptait 506 présidents de kolkhoz.

Dans certains rayons cotonniers de l'Azerbaïdjan, écrivaient les *Izvestia* du 11 décembre 1932, les koulaks se sont introduits dans les kolkhoz et même, parmi les communistes des villages en vue de saboter le stockage du coton. Dans le rayon de Gandja, pour préciser, écrit la *Zaria Vostoka* de Tiflis du 11 décembre, les koulaks tiennent les kolkhoziens sous la menace de mort sans être autrement inquiétés par les autorités. La campagne des semailles d'automne se trouverait, elle-même compromise, sur différents points de la Transcaucasie.

D'après le *Bakinski Rabotchi* du 9 décembre 1932, les koulaks feraient preuve d'activité dans le rayon Stégdach où ils trouveraient des appuis parmi les membres du parti communiste qui, exclus au cours de l'épuration, doivent être expulsés du rayon. D'après la *Zaria Vostoka* du 20 de ce mois, un président de Soviet de village et 4 présidents de kolkhoz de ce rayon d'Ogdach ont été arrêtés comme « complices des koulaks ». Dans le rayon de Kazah, un koulak, accusé de propagande antisoviétique a été fusillé ; dans le rayon de Karazy ont eu lieu des « procès exemplaires » de koulaks ; onze d'entre eux ont été condamnés à 10 ans d'emprisonnement et 4 à 8 ans de la même peine.

« Les koulaks, impertinents et veules, écrit la *Zaria Vostoka* du 23 décembre 1932, se livrent au pillage et jusqu'à l'assassinat.. Dans le village

de Mehdali, ils ont tué deux communistes et ont emporté le blé du kolkhoz ; à Khanagaly, ils ont tué un kolkhozien ».

Dans le rayon cotonnier de Kas-soum-Ismael, les koulaks se présenteraient sous l'aspect de miliciens et même d'agents de l'autorité, terrorisant les paysans des kolkhoz et jusqu'aux communistes locaux. Et la *Zaria Vostoka* du 16 février 1933 cite le cas d'un de ces koulaks-miliciens qui, en pleine campagne de stockage du coton arrêta une dizaine de brigadiers kolkhoziens qu'il fit incarcérer, un mois durant, sans motif plausible.

En Sibérie orientale et plus particulièrement en Bouriato-Mongolie, selon la presse locale de la première quinzaine du mois de décembre 1932, le sabotage de « l'ennemi de classe » dirigé contre le stockage du blé se fait de plus en plus sentir. Il faut briser la résistance des koulaks, proclament les ordonnances du parti communiste et, pour bien faire comprendre les suites qu'entraîneront les manquements aux avertissements donnés, les autorités font inscrire au « tableau noir » à titre réprobatif, les noms des rayons défaillants. Des mesures semblables sont prises par le Comité régional de l'Extrême-Orient soviétique où cinq villages qui n'ont point exécuté le plan de stockage du blé sont portés au « tableau noir » et sont l'objet de sanctions particulièrement sévères. En même temps les organes locaux sont tenus « d'épurer » ces villages des éléments koulaks (*Tikhookeanskaïa Zvezda* 14 et 16 décembre 1932).

Le rapport de M. Erbanov, secrétaire du Comité régional du parti communiste de Bouriato-Mongolie présenté au plenum dudit comité en février 1933 ne manque pas d'originalité. Le rapporteur croit avoir découvert une

nouvelle forme de « sabotage passif » dans les kolkhoz. Selon ce pourfendeur de koulaks, les vaches des secteurs socialisés se montraient systématiquement stériles, tandis que celles des exploitants individuels mettaient bas ! Il en était de même parmi les juments. Et le plaisant rapporteur de conclure que les éléments koulaks sabotaient « la campagne d'accouplement » (*Bouriato-Mongolskaïa Pravda* 1-3-33).

Revenant au problème du koulak, la presse de Moscou des mois de mars et d'avril 1933 se demande comment le koulak dont la résistance semblait avoir été brisée pour toujours, il y a quelque quatre ou cinq ans, a pu réapparaître et retrouver son ancienne influence, bien que ne possédant plus les moyens matériels pour maintenir sa toute puissance. La *Pravda* du 12 avril explique ce phénomène par la faiblesse, l'absence de discipline des organisations communistes dans les villages et dans les kolkhoz.

La lutte se poursuit implacable et méthodique pendant l'année 1934. Le koulak est partout dans le nord du Caucase, en Transcaucasie, en Ukraine, en Russie-Blanche, au Turkestan, en Crimée, etc. M. Zaslavski dans la *Pravda* du 15 janvier 1935 signale la « faiblesse » des organes de la justice en Ukraine à une époque où il convient de lutter avec plus d'énergie contre les koulaks qui terrorisent les « activistes ». Dans le même temps, certain Pathomov, secrétaire du Comité régional du parti attire l'attention de l'assemblée du 2ème Congrès des Soviets de la Sibérie orientale sur le pourcentage par trop élevé des foyers exclus des kolkhoz comme koulaks. Il cite le cas du rayon de Touloun où 780 foyers ont été exclus des kolkhoz en une année et il ajoute cette remarque qui ca-

ractérise bien le désordre des organisations du parti et leur attitude envers les allogènes :

« Pourquoi donc, dit-il, exclut-on des kolkhoz et avec tant de facilité des centaines de foyers ? Je doute fort que tous les exclus soient des koulaks. 780 foyers koulaks dans un rayon et en une année, personne n'y croira. C'est là l'une des plus mauvaises formes de contrainte administrative (*Bouriato-Mongolskaïa Pravda* du 12 janvier 1935).

Ainsi nous voyons se dresser des gens les uns contre les autres, du fait de l'apparition de nouvelles castes de privilégiés que la jalousie, la vénalité, une fausse émulation artificiellement créée par le régime poussent à des abus envers les classes dépossédées.

Ces « activistes » — dénonciateurs sont l'objet de violences, d'attentats de la part des paysans leurs victimes, témoin cet activiste du village de Fachevka, en Ukraine qui fut tué par des koulaks qu'il avait dénoncés (*Pravda* 4-1-35) ou bien encore ce Pachaeiev, jeune communiste du rayon cotonnier de Kassoum - Ismael en Azerbaïdjan, victime de la vengeance des koulaks. Signalons encore le cas de certain Alexeenko, activiste du soviet rural de Touriy, région de Kiev qui, écrit la *Pravda* du 15-1-35, eut 8 fois à souffrir des agressions des koulaks qui se vengeaient de ce qu'il les avait dénoncés ; sa maison fut incendiée, son fils tué, lui-même roué de coups. Et que penser de ce « selkor » (correspondant rural) nommé Gvozde du » rayon de Zolotonocha, toujours en Ukraine qui, « ayant démasqué les exploits des koulaks et des partisans de feu Petlura » fut tué publiquement par le frère d'un koulak ?... (*Pravda* 21-5-35).

Plus récemment, toujours en Ukraine, un groupe de « koulaks », disent

les *Izvestia* 8-12-35, accusés de s'être livrés à des attentats sur la personne de « travailleuses de choc » d'un village ukrainien ont été condamnés par le tribunal de Vinnitsa, les uns à la peine de mort, les autres à la prison.

Des agressions de cette nature contre des kolkhoziennes de choc sont également signalées dans d'autres régions de l'Ukraine, comme étant le fait de « koulaks » (*Pravda* 11-12).

Dans le Caucase du Nord, au Daghestan, plus particulièrement, les « koulaks » nous dit la *Daghestanskaïa Pravda* du 5 juin dernier, mettent le feu aux meules de foin et aux étables des kolkhoziens. Ici encore l'on s'inquiète de l'inactivité des organisations locales communistes qui semblent éviter de s'opposer à ces vengeance d'éléments hostiles à cette nouvelle méthode de colonisation russe.

Au Turkestan des mesures rigoureuses sont prises à l'égard des « baïs » et des « manaps » allogènes considérés comme koulaks et dont les menées auraient nui au stockage du coton. La presse locale de Tachkent des 11, 12, 14, 15, 16 novembre et jours suivants de 1934, ne parle que de condamnations de pseudo koulaks à la peine capitale ou à la prison sous l'accusation de sabotage de la récolte du coton. A Khorezm, 3 koulaks sont fusillés, à Kerminch — deux sont fusillés, au kolkhoz « Kzyl Gairat » 3 condamnés à mort sont exécutés le 14 novembre, 5 autres sont fusillés le 15 novembre, 3 koulaks - saboteurs du kolkhoz « Khoudjoun » sont fusillés, un autre du kolkhoz Brliachou est également exécuté, d'autres encore sont exécutés

ou emprisonnés pour une durée de 10 ans, 8 ans, 5 ans, etc.

Cette répression, sans exemple dans aucun autre pays ne ralentit point les actes de sabotage dans les kolkhoz du Turkestan. Dans toute une série de rayons cotonniers s'exerce la vengeance des éléments hostiles à la pression bolcheviste. La *Pravda Vostoka* du 20 octobre 1935 croit découvrir parmi ces saboteurs, parmi ces « ennemis de classe », d'anciens basmatchis (insurgés du Turkestan).

Comme on peut le voir, rien n'a été négligé pour abattre la résistance des patriotes allogènes, pour mater les éléments hostiles à l'oppression bolcheviste.

Quoi d'étonnant si cette « union » de peuples enchaînés au char moscovite cherchent aujourd'hui par tous les moyens dont ils disposent à se dégager de l'effroyable étreinte qui depuis 17 ans les rive au boulet soviétique. Une pareille « Union » basée sur la contrainte, l'oppression et l'extermination graduelle de soixante millions et plus d'allogènes est loin d'être qualifiée pour parler de défense des peuples opprimés, et de paix dans le monde, alors que la révolte et l'insurrection grondent incessamment à l'intérieur de ses frontières. Ce qui fit autrefois la grandeur de cet empire fait de nos jours sa faiblesse. Bien peu avisés sont ceux qui ne l'aperçoivent pas. Les quotidiennes leçons que nous donne à ce sujet le grand empire nippon aux frontières soviéto-mongolo-mandchous suffiraient pour les instruire.

J. DUMOULIN

La littérature contemporaine de l'Azerbaïdjan

Le 17 janvier dernier, sur l'initiative de la Société des Amis des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine, le publiciste azerbaïdjanien bien connu, Mamed Emin bey Rasoul Zade a fait une intéressante conférence à l'Hôtel des Sociétés Savantes à Paris sur la « Littérature contemporaine de l'Azerbaïdjan ».

Devant une assemblée composée de représentants des peuples asservis de Russie, le conférencier a fait un exposé des principales étapes et des représentants les plus en vue de la littérature contemporaine Azerbaïdjanienne.

La littérature azerbaïdjanienne possède un brillant passé classique avec des hommes tels que le célèbre Fouzouli (poète du XV^e siècle) surnommé par un savant orientaliste anglais et critique de la littérature turque, « le plus grand lyrique de l'Orient ».

Le fondateur de la littérature contemporaine de l'Azerbaïdjan est le premier dramaturge de tout l'Orient musulman, Mirza Fatali Akhoum Zade lequel vivait au XIX^e siècle. La critique européenne l'a surnommé le Molière d'Orient. Ses comédies jusqu'à présent ont l'honneur de la scène azerbaïdjanienne ; elles ont été traduites dans les principales langues d'Europe et d'Orient.

Homme le plus instruit de son temps parmi les siens, Mirza Fatali a laissé le souvenir non seulement d'un dramaturge, mais aussi d'un réformateur. Le premier il essaya de substituer l'alphabet latin à l'alphabet arabe, c'est-à-dire, de faire ce que nous voyons aujour-

d'hui en Turquie et dans les autres pays turcs.

Après sa mort, le répertoire azerbaïdjanien s'enrichit de quantité de pièces fort originales, oeuvre de ses talentueux disciples.

Jusqu'en 1905, la littérature azerbaïdjanienne, du fait des conditions imposées par la censure, se développe plutôt dans le sens de la dramaturgie ; elle se distingue, en outre, par la critique des défauts de la société contemporaine à laquelle elle suggère les idées progressistes du XVIII^e siècle.

La révolution de 1905 en Russie donne une nouvelle impulsion à la littérature azerbaïdjanienne. Des journaux apparaissent, des revues sont créées. De nouveaux éléments prennent place dans l'arène littéraire. Ces nouveaux éléments ne se contentent pas seulement de critiquer l'état actuel des choses, mais ils tracent les perspectives futures. Dans le même temps la littérature nationale se développe, le sens de la nationalité se cristallise, si bien que la presse évolue peu à peu jusqu'à substituer aux thèmes religieux des idéaux purement nationaux et culturels.

La guerre des Balkans vient encore stimuler les sentiments nationaux. La guerre mondiale les développe considérablement et déjà les perspectives de l'indépendance nationale animent les jeunes poètes. L'un d'eux actuellement en exil dans les toundras glacées de Sibérie, mort peut-être à la suite des tortures infligées par les bour-

reaux des îles Solovki, écrivait, sentant approcher la joyeuse venue des événements : « L'Azerbaïdjan, pays qui fut autrefois un centre de pèlerinage pour le monde oriental, grâce à la présence sur son sol de feux naturels éternels, deviendra de nouveau un flambeau de liberté et de civilisation pour tous les pays turcs, voire même peut-être pour tout l'Orient... »

La courte existence de la République indépendante d'Azerbaïdjan est marquée par le passage de toute une série de poètes et d'écrivains de talent, tels que Djevad, Djavid, Mehmed Hadi, Djafar Djabarli, etc., chacun d'eux chante en termes lyriques et élevés la liberté nationale recouvrée. Mais hélas, cette jeune lyre, animée et douce de la littérature, pleine d'inspiration et de sentiment est gravement atteinte par la soviétisation de l'Azerbaïdjan. Cependant, les artistes de l'Azerbaïdjan poursuivent, en dépit des revers de l'histoire, leur oeuvre nationale.

Emin bey brosse un tableau complet de la littérature et de l'oeuvre de ceux qui continuent leur travail créateur sous le joug bolchevik. Devant nous défilent poètes, écrivains dramaturges chantant sous des aspects symboliques, la liberté, l'indépendance nationale, les idéaux communs de l'humanité. En dépit des efforts tentés par le pouvoir d'occupation, la création d'une « culture prolétarienne » en Azerbaïdjan a complètement échoué. Comme dans le passé, les maîtres de la situation sur le front littéraire sont restés les anciens virtuoses de la plume.

Emin bey fait connaître à ses auditeurs la véritable poésie azerbaïdjanienne, libre de toute censure soviétique, consacrée à la lutte héroïque pour l'indépendance. L'un des prisonniers ayant dépeint le terrifiant tableau des

souffrances et des exécutions s'adresse à son compagnon d'infortune en ces termes : « Il vaut mieux ne pas écrire » ; à quoi l'interlocuteur répond, tout en l'approuvant, que les horreurs commises par l'ennemi sont à ce point terrifiantes qu'elles peuvent même « intimider ». Personnellement, toutefois, « il ne craint pas la tombe, creusée par l'ennemi ; or ce dernier est de petit calibre ; il a mesuré la tombe d'après sa taille ; le ciel ne saurait trouver place sur terre, elle est par trop petite. Le diable sanglant est à même de tout faire, peut-être ; il peut tuer, détruire, tout mettre à feu et à sang, mais il lui est impossible d'aller en Paradis. C'est là le refuge d'une âme croyante. Là où est la foi, le diable fait défaut ».

Cependant la plus vibrante des poésies, celle qui est toute de feu émane du poète émigré Gul-Teguine. Le conférencier porte une attention toute particulière sur l'analyse de ses oeuvres de talent, sur les poésies, fort belles dans leur forme et puissantes dans leur esprit et qui toutes, chantent les élans de lutte et d'amour pour l'indépendance. Emin bey donne un aperçu en traduction de ces belles poésies ; celle dédiée aux frères exilés, sous le titre « L'enfer glacial » produit une très forte impression. Sous cette appellation, le poète entend, l'inhospitalière, lointaine et froide Sibérie, cette sanglante Tchéka de la nature. C'est bien là cet « enfer glacial, brûlant, tant il est froid », que dépeint en de si beaux vers le poète.

L'orateur fixe encore toute son attention sur les phases et les motifs qui reflètent la solidarité caucasienne dans la littérature contemporaine d'Azerbaïdjan. Un de ces nouveaux poètes qui chantent l'Azerbaïdjan, ayant réussi à s'enfuir de l'esclavage soviétique,

Elmas Ildyrym, ne se représente pas l'Azerbaïdjan en dehors du Caucase. « Il a découvert une perle rare pour sa valeur (l'Azerbaïdjan) non de l'Iran, de l'Inde, de Chine, l'Afghanistan, mais du Caucase ». Et cette perle, « c'est le Caucase du grand Chamyl ! Oh s'il savait combattre, ainsi que lui. Ce sont ces montagnes dont les sommets se perdent dans les cieux, ces montagnes qui respirent la liberté, qui appellent à la lutte. Ce Caucase-là, il ne le changera pour rien, ni pour la révolution mondiale communiste, ni pour le Paradis céleste des Anges !... »

Il est difficile de donner, dans le cadre de cet article, le contenu de tout ce qu'embrasse la brillante conférence d'Emin bey ; qu'il nous suffise de dire que le conférencier a terminé son exposé par ces mots : « Nous voulons croire que ce mouvement hardi et plein de promesses nous conduira au but désiré, au triomphe complet de l'idéal rêvé !... »

L'auditoire salua cette péroraison

par des applaudissements. Le président de la société des Amis du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan, le professeur A. I. Choulguine félicita le conférencier en ces termes :

« En la personne du peuple azerbaïdjanien, capable de donner le jour à de tels poètes qui savent si bien toucher les fibres de l'âme humaine et de tels fils comme le conférencier, Emin bey, représentant de son peuple, nous peuples asservis de Russie et de son impérialisme, sommes heureux de posséder en lui un allié sûr et fidèle. Un peuple qui sait si bien exprimer ses idéaux et ses aspirations ne saurait périr ; il renaîtra certainement pour une nouvelle et heureuse vie ».

Ces paroles furent accueillies par de nouveaux applaudissements de l'assemblée. Nombreux furent ceux qui félicitèrent le conférencier Emin bey Rassoul Zadé et qui exprimèrent le désir de voir publier cette conférence sous forme de brochure, suggestion on ne peut plus opportune.

A. A.

Le calvaire de la Géorgie

(Suite *)

LES REPRESSIONS EN KARTLIE

L'oppression bolchéviste se sentait davantage dans cette province où, parmi la population géorgienne, on rencontre en assez grand nombre des réfugiés arméniens recueillis avec l'hospitalité traditionnelle, et des Ocètes venus du Caucase septentrional.

Les crimes des agents du bolchévisme dépassent en horreur tout ce que l'imagination peut concevoir de pire et je citerai seulement quelques faits « symbolisant » leur humanité. Ma main tremble en écrivant ces lignes, mon sang se glace en me rappelant la souffrance des martyrs géorgiens.

Koudradzé, occupant le poste de commissaire extraordinaire du dis-

1) V. *Prométhée*, num. 109-110.

trict de Gori, a fait exterminer dans la campagne de Océaouri, deux familles entières, Visirichvili et Palavandichvili, et, après avoir fait massacrer les hommes aux yeux de leurs femmes et de leurs enfants apeurés, il ordonna la tuerie générale : les bébés à la mamelle ne furent même pas épargnés.

Puis, les cadavres de ses victimes furent jetés dans les étables et servirent de nourriture à des chiens affamés.

Après avoir décimé la population, sa furie se porta sur le clergé.

Quarante prêtres dont trois archiprêtres, José Bebiachvili, Tsitsikichvili et Chvèlidze, âgés de soixante-quinze à quatre-vingts ans, furent arrêtés et fusillés dans les prisons de Gori.

Voici le récit d'un des prêtres miraculeusement échappé au massacre :

« Ligotés et privés de mouvement, nous gisions par terre, attendant la mort. Le personnel de la prison nous contemplait ironiquement. Nous agonisions pour avoir gardé nos soutanes et voué une éternelle fidélité à la religion du Christ.

« La faim nous tenaillait les entrailles, la soif nous desséchait le gosier. Le geôlier, s'approchant alors avec un seau d'excréments, par un persiflage impie répétait les paroles du Christ : « Prenez et buvez, ceci est mon sang, prenez et buvez, ceci est mon corps ».

« Après huit jours de tortures, on eut pitié de nous : Omidzè, ancien brigand, occupant un haut poste dans l'administration de la prison, ordonna de nous donner du pain. »

La plupart de ces malheureux, horrifiés par le spectacle de leur situation, devenaient fous, leur lamentation s'élevant vers Dieu avait pour seul écho le rire sinistre de leurs geôliers.

Mes parents habitaient Sourami ; je m'intéressais naturellement à ce qui se passait dans cette ville où il n'y avait eu ni soulèvement ni démonstration populaire, et pourtant les autorités trouvaient motif à exécuter trente-six citoyens.

Traqué, pendant trois ans, comme une bête sauvage, je pérégrinais d'un lieu à un autre et quoique m'abstenant de voir mes parents, même de leur donner de mes nouvelles pour leur épargner la visite des espions de la Tchéka, ma famille a été soumise aux représailles. Ma présence aux environs de la ville a été signalée, j'avais été dénoncé par un médecin, Akopian.

Toute notre maison fut saccagée et mes frères et soeurs arrêtés. L'émotion et le mécontentement général provoqués par ces faits ont déterminé les commissaires locaux à intervenir pour sauver la vie à ces innocents ; mais mon vieux père ne put survivre à la forte commotion qu'il avait ressentie à la vue de mon jeune frère, emmené pour être fusillé.

Le sort de Kartlie a été partagé par la province de Kakhétie.

Deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie, sous la direction d'un officier de l'ancien régime, Makoulina, ont été dirigées contre les paysans révoltés. Les campagnes Noïa-Petite et Grande Lilo, Akhali Sopéli, Oudjarma, Hachmi, Savtatchala, Mouchravani, Patardzèouli, Nino Tsminda, Sagarèdjo, Gombori, ont subi une dévastation terrible.

Kouznetsoff, ancien officier de la garde impériale, le chef de l'état-major du Caucase, dirigeait personnellement la tuerie des paysans.

Dans la campagne Patardzèouli, une seule famille, Bilanachvili, perdit vingt cinq de ses membres.

La riche et florissante province a

été transformée en un désert et un cimetière.

Un Anglais qui vint, quelque temps après, visiter la Géorgie, pour montrer sans doute la solidité du régime bolchéviste en Géorgie, écrivait :

« Les membres honnêtes de la noblesse abandonnent leur titre en maudissant le crime de leurs ancêtres. »

Et comme exemple, il citait le cas du prince Vachnadzé relaté dans les journaux soviétiques.

On lui a caché que ce malheureux prince était justement originaire de cette contrée (Kakhétie) où tant de familles de la noblesse ont été impitoyablement égorgées par le corps d'armée de répression : c'est pour échapper à ce massacre que le prince demanda à changer de nom.

Dans les jours pénibles de septembre, Tiflis présentait un tableau déchirant.

Environ 10.000 intellectuels, officiers, ouvriers et paysans, ont été enfermés dans les sous-sols de la Tchéka et fusillés sans jugement, et pour nettoyer les prisons, ceux qui étaient captifs depuis des années, eurent le même sort que les nouveaux venus.

Le 2 septembre, étaient fusillés à Tiflis 85 étudiants.

Ceux qui ont vu ces étudiants, marchant fièrement à la mort au son de l'hymne national, ceux qui les ont entendu chanter *Dideba* dont l'écho se portait à travers toute la Géorgie, ne pourront oublier ni pardonner les crimes et forfaits de ces serviteurs du Kremlin. La malédiction de la nation géorgienne crucifiée par eux, retombera sur leur tête.

Maintes fois, la Géorgie fut vaincue dans une lutte inégale, mais jamais elle ne se soumit, et à travers de longs siècles, à travers ces périodes de souffrances

continuelles, elle a conservé sa physionomie. Gardienne vigilante du testament sacré de ses ancêtres, pareille à Prométhée dévoré par le vautour, elle porte en elle le feu divin qui un jour la ranimera. Elle a brisé les chaînes du servage des Mongols, des Arabes et d'autres ennemis non moins redoutables ; elle a lutté pour le droit à la vie civilisée contre l'autocratie russe, comme elle lutte actuellement contre le despotisme du pouvoir sanguinaire du Kremlin.

De même que le sang des martyrs du christianisme a conduit le monde païen à la ruine, de même le sang des patriotes géorgiens, tombés en septembre 1924, mènera leurs bourreaux à la perte et à la mort.

Dans l'exécution du 21 mai 1923 la Géorgie perdit ses meilleurs et ses plus courageux chefs de guerre, notamment les généraux Abkhazi, Tsouloukidzé, Andronicachvili, les colonels Himchiachvili, Goulissachvili, Matchavariani, le major Tchdiléli, le commandant Bagration. Pendant les journées de septembre, les bourreaux exécutèrent à Tiflis quatre-vingt-cinq étudiants et mille autres intellectuels et officiers. Le major Maharadzé et le colonel Tchakhava furent du nombre de ceux qui périrent sous les balles. Parmi les deux cents ouvriers fusillés, se trouvaient les dirigeants de la classe ouvrière : N. Homeriki, V. Djougheli, Paghava, Tchikvichvili, Nodia, Tsobadzé, les frères Tchitaïchvili, Tsenervadzé.

Après la sanglante répression infligée à Tiflis, l'armée rouge forte de trois corps d'infanterie et de deux divisions de cavalerie, appuyée par le corps spécial de la Tchéka et la *tchoua* le tout s'élevant à 100.000 hommes armés, encerclèrent la Géorgie occidentale. Une dizaine de ba-

teaux amenèrent à Poti et à Batoum d'autres troupes russes. Durant un mois la Géorgie occidentale défendit sa liberté. Toutes les villes à l'exclusion des places fortes de Batoum et de Koutaïs, passèrent du côté des insurgés. Dans toutes les provinces de la Géorgie occidentale : en Gourie, Mingrélie, Svanetie et Iméretie, la ligue des partis mobilisa la population. L'absence de l'aide de l'étranger, l'indifférence des pays voisins (l'Azerbaïdjan et le Caucase du Nord ne se sont pas soulevés), toutes ces causes et l'inégalité des forces des antagonistes conduisirent l'insurrection dans la Géorgie occidentale vers une fin sanglante. Les atrocités des vainqueurs sont indescriptibles : les eaux du Rion, du Tskenis - Tskali, portèrent longtemps les cadavres des fusillés. A Chraopan, une vraie boucherie fut organisée par l'ordre du commissaire Vachadzé. Près de 3.000 prisonniers enfermés dans les wagons ont été mitraillés. Pour les inquisitions fut mandé le bourreau Oganessoff, qui poussa la bestialité jusqu'à abuser des cadavres des jeunes filles exécutées, appartenant aux familles Abachidzé, Aghia-chvili et Tseretheli.

Après la soumission de l'Iméretie, l'armée rouge pénétra en Gourie et en Mingrelie. En Mingrelie, le commissaire pour l'Intérieur, A. Geguetckori, accompagnait les troupes rouges. Ce dernier, était un ancien brigand qui, pour l'assassinat de sa maîtresse, assassinat dont le mobile était le vol, purgeait sa peine pendant le régime tsariste à la prison de Rostoff sur Don.

Ayant envahi la Mingrélie, Geguetckori commença son oeuvre sanguinaire. A Senaki, Zougdidzi, Abacha, le massacre des citoyens pacifiques dura une semaine. Les parents des in-

surgés périrent. On n'épargna personne, les femmes et les enfants ne furent pas ménagés. La garde du bandit Geguetckori exécutait avec la précision d'esclaves les caprices de son chef. Les églises furent transformées en lieux d'aisance pour la soldatesque et les tchékistes. Les prêtres, après avoir subi des humiliations inouïes, trouvèrent la mort des martyrs. Ce qui suivit l'insurrection fut à tel point horrible qu'un des plus vaillants combattants pour la libération, qui assista aux horreurs de la répression bolchéviste, plus tard, se trouvant déjà en Europe, perdit la raison. Ce héros qui finit ses jours dans une maison d'aliénés, est le commandant D. Mkeidzé. Le coup de grâce fut donné à cette partie de la Géorgie occidentale par les bandes abkhases sous la conduite du commissaire du peuple d'Abkhasie, Lakoba. Par ce service il se fit pardonner par le Kremlin le rôle scandaleux qu'il joua dans ce qui fut appelé le Panama du tabac. Son rôle dans cette affaire fut établi par une enquête. La province de Gourie eut, cette fois-ci, moins de victimes, elle perdit seulement cinq cents hommes, tandis qu'en 1923 elle avait eu 1.500 fusillés. C'est la conséquence de la voix élevée par la presse européenne en faveur du peuple géorgien. La province de Svanetie a été la dernière à se soumettre; grâce à sa situation géographique qui la rend difficilement accessible, elle a pu éviter la vengeance bolcheviste et conserver ses hommes et ses armes pour une prochaine lutte et la victoire. La Géorgie écrasée et assujettie se vit arracher 10.000 de ses fidèles enfants.

Les massacres de septembre, organisés par Moscou la Rouge, ont ouvert les yeux au peuple. Les sanguinaires gouvernants d'aujourd'hui sont reconnus comme assassins de la patrie et

c'est avec la marque de Caïn et de Judas que l'histoire géorgienne les mentionnera. On ne trouvera pas une famille en Géorgie qui n'ait pas un de ses membres fusillé, arrêté ou émigré. « L'ordre », établi à l'aide des baïonnettes de l'armée rouge, ressemble à l'ordre et au silence d'un cimetière. La nation se tait et en silence guérit ses blessures. Elle ne pardonnera jamais à la bande de Lénine la mort de ses enfants. Peut-elle leur pardonner la profanation de la mémoire des héros qui reposent dans l'enceinte de la cathédrale militaire de Tiflis et qu'à présent les comsomols (la jeunesse communiste) piétinent en se livrant au foot-ball ? Peut-elle oublier les tortures et le deshonneur que chaque Géorgienne, jetée dans les caves de la Tcheka, doit redouter ? Ayant subi la défaite physique, nous avons vaincu moralement. Je tâcherai d'illustrer mes dires par un exemple assez frappant. Après l'insurrection je dus me cacher chez une vieille paysanne. Pendant l'insurrection elle avait perdu son mari et quatre fils, une tristesse indescriptible, mais sans défaillance, se lisait dans ses yeux desséchés. Voici les paroles qu'elle m'adressa quand elle me reconnut :

« Je suis fière de ce que mon mari et mes enfants soient morts pour la patrie », et, me désignant du doigt son dernier fils âgé de dix ans, elle conclut : « Pour le jour de la revanche, grandit mon dernier fils qui vengera son père et ses frères ! » Aussi bien dans les masses paysannes que chez les intellectuels, la foi religieuse s'affermirait. La mort de martyr, subie par le métropolite de Koutaïs Nazari, cent prêtres fusillés les jours de l'insurrection, la fermeté du Patriarche de la Géorgie, Ambroise, en captivité, ont ramené les enfants de la nation géor-

gienne vers l'Eglise. Les paysans courant le risque d'être persécutés, font venir en cachette le prêtre pour l'accomplissement des actes religieux. J'ai eu l'occasion de voir les femmes des commissaires venant, dans la famille qui me donnait asile, pour demander qu'on portât chez le prêtre les différents produits qu'on a l'habitude de faire bénir : fruits, sel, gâteaux de Pâques, etc. Ceci se faisait d'accord avec les maris commissaires, seulement on prenait beaucoup de précautions.

En mars 1925, le Patriarche de Géorgie fut mis en liberté. Trois ans durant, les bolchévistes avaient détenu ce vénérable vieillard. Lorsque Tiflis apprit la libération de son Patriarche, la ville voulut témoigner publiquement son attachement pour le chef de l'Eglise, mais cela eût provoqué de nouvelles persécutions, alors il fut décidé d'assister en masse à la messe patriarcale. Je vais redire ici ce qui me fut conté par un socialiste de la vieille souche : « Je suis allé à la cathédrale de Sion pour témoigner par ma présence de mon attachement et de mon amour envers le Patriarche. Quand le Patriarche monta sur l'ambon, la foule de quinze mille personnes s'agenouilla spontanément comme un seul homme. Le Patriarche, touché par cette marque d'attention pleura. J'ai vécu des instants de transformation morale, j'ai senti la vérité et cru en Dieu. L'image du Patriarche martyr, ses larmes, sa simplicité et son amour chrétien ont anéanti en moi l'absence de foi et le scepticisme ».

Les bolchévistes, pour cacher leurs crimes, rendus publics par la presse du monde civilisé, invitèrent une délégation ouvrière anglaise sous la conduite de Persell. Je ne m'arrêterai pas longuement sur la personnalité de celui-ci. Je dois toutefois dire ceci : pen-

dant les réceptions que les Soviets organisèrent en son honneur, et pendant qu'il exhortait la classe ouvrière à s'unir pour la lutte décisive contre le capitalisme, dix ouvriers étaient fusillés à Tiflis.

Pour illustrer complètement la tragédie de la nation, il est nécessaire de décrire, tout au moins brièvement, deux grands procès politiques qui ont eu lieu à Tiflis, pendant le régime d'occupation bolchéviko-moscovite. Le premier, c'est le procès du clergé géorgien, il a eu lieu en avril 1924. Le second procès fut intenté au Comité Interpartial, en août 1925.

Le procès du clergé géorgien eut pour motif l'envoi par le Patriarche d'un memorandum à la Conférence de Gênes ; le père spirituel de la Géorgie attirait l'attention du monde civilisé sur le sort de la Géorgie et lui demandait au nom de la paix et de la justice d'agir sur les représentants du gouvernement de Moscou, afin de les décider à retirer les troupes russes du territoire géorgien. Aussitôt que la Tchéka connut l'envoi du dit memorandum, le Patriarche fut arrêté ainsi que les membres du Conseil Patriarcal : les métropolitains de Tiflis et de Koutaïs, les prêtres Tsintsadzè, Totibadzè, Lazarichvili entre autres. Pendant deux ans les bourreaux s'employèrent à forcer les membres du Conseil Patriarcal à désavouer le memorandum. La fermeté de ces serviteurs de l'Eglise étonna les bourreaux.

Durant tout un mois, la presse communiste « travailla » la jeunesse communiste et les agents de la Tchéka. Durant un mois, des démonstrations anticléricales furent organisées à l'aide des criminels de droit commun qui exigeaient la mort des fidèles serviteurs de l'Eglise et de la patrie. Le jour du procès, les bandes *comsomols*,

composées en écrasante majorité d'éléments non-géorgiens, avec le cynisme qui est propre aux bolchévistes, portant des placards antireligieux, à l'instigation de la Tchéka, manifestèrent « l'indignation du prolétariat de Tiflis envers les agents de la bourgeoisie mondiale, le clergé contre-révolutionnaire de Géorgie ».

La couronne d'épines n'a pas intimidé les fidèles serviteurs de l'Eglise. Les paroles du Patriarche, du métropolitain de Koutaïs Nazari, qui fut fusillé pendant l'insurrection, du père Tsintsadzè, sont autant de témoignages de leur fidélité envers l'Eglise et la patrie. La terre de sainte Nino glorifiera et vénérera les noms du grand vieillard-Patriarche qui, par suite des traitements subis dans les caves de la Tchéka, perdit la raison et de ceux qui avec le métropolitain Nazari périrent sous les balles. La grandiose manifestation de sympathie organisée un an plus tard, dans la cathédrale de Sion, par la population de Tiflis, en l'honneur du Patriarche, démontre les sentiments de cette population. Je dois ajouter que les autorités bolchévistes appelèrent les pompiers pour disperser les fidèles à l'aide de jets d'eau.

Le deuxième procès fut celui des membres du Comité interpartial, MM. Andronikachvili, Djavakichvili, Ichkheneli et Djinoria. Le 6 septembre les bolchéviks menaçant de fusiller tous les prisonniers, les membres du Comité interpartial signèrent un appel à la nation, adjurant les insurgés à se soumettre. Dix mille personnes furent fusillées par les bolchévistes, et les membres du Comité voulurent sauver la vie à des milliers de détenus que le même sort attendait.

Les bolchévistes s'empressèrent, une fois l'appel signé par les dirigeants de la nation, de le transmettre par radio,

dans toutes les directions afin de représenter le fiasco du mouvement libérateur, tant au point de vue pratique qu'idéologique. Mais l'insurrection du 28 août 1924 ne peut aucunement être qualifiée d'aventure ou de mouvement de la noblesse et du clergé. Même si on devait admettre cette qualification des bolchévistes de Moscou et de leurs amis de l'étranger, quel argument plausible peuvent-ils opposer au chiffre de 7.525 paysans fusillés sur 10.000 citoyens géorgiens ? Moscou, en traitant d'aventure l'héroïque insurrection géorgienne, étouffée par une force armée de 100.000 hommes dont trois corps d'infanterie, une division de cavalerie, quinze trains blindés, dix tanks, vingt autos blindées, le détachement armé de la Tchéka et les troupes de la Tchéka transcaucasienne, au nombre de 20.000.

Le procès du Comité interpartial se transforma en réquisitoire des renégats de la patrie, les communistes géorgiens. Même les procureurs rouges, Kautaradzè et Okoudjava qui depuis longtemps vendirent leur conscience à Moscou, dont les mains resteront à jamais couvertes du sang des martyrs géorgiens, sentirent la portée du crime qu'ils commirent. Même eux, dans leur réquisitoire, n'ont pas pu passer sous silence la fidélité des prévenus envers la patrie. Les prévenus étaient au nombre de cinquante. Cinq furent condamnés à mort, mille ans de travaux forcés furent infligés aux autres. Mais ils se sont ravisés et la peine capitale pour les cinq prévenus fut réduite à quinze ans de travaux forcés pour chacun.

Toute la Géorgie, savait que l'insur-

rection du 28 août 1924 n'était nullement une aventure, mais une lutte consciente et organisée, une lutte à main armée de la nation entière unie moralement et physiquement. Les membres du Comité interpartial, au mépris de la mort, rejetèrent avec indignation cette allégation bolchéviste.

Quand je revois l'image de la vieille paysanne qui me disait : « Je ne pleure pas mes morts, non, ils sont morts en braves. Ce qui me tourmente, c'est de savoir si le seul fils qui me reste en vie, pourra venger les siens », quand je me rappelle les paroles prononcées par le général Abkhazi avant son exécution : « Bourreaux, notre sang sera vengé », les paroles du général Tsouloukidzè : « D'autres patriotes remplaceront les fusillés », ou celles du colonel Kimchiachvili : « Notre mort avancera l'heure de la victoire », ou encore les paroles des leaders du prolétariat géorgien, Homeriki, Paghava, Tchikvichvili, Nodia, Djougheli : « Nous mourons en défenseurs du drapeau national et nous léguons à la classe ouvrière géorgienne sa défense » ; quand je revois l'héroïsme des paysans insurgés chargeant les tanks, les trains et autos blindés, armés de hâches, poignards ou simplement de cannes, et enfin, l'héroïsme, et le stoïcisme du clergé et des membres du Comité interpartial, je ne puis douter de l'avenir. Tôt ou tard, la Géorgie sera libre. Dormez en paix, chers héros, morts pour l'honneur de la patrie ; vous vous êtes montrés dignes de vos glorieux aïeux, comme eux, vous êtes morts sans peur et sans reproche.

Colonel de SOURAMY

Revue de la presse

LE CAS DE LA GEORGIE

Gringoire, le grand hebdomadaire parisien, donne, dans son dernier numéro, un exposé saisissant du problème géorgien que voici :

Il est peut-être utile de rappeler aux élus de la France, qui s'appêtent à ratifier le Pacte d'assistance franco-soviétique, le cas de la Géorgie. Ils verront comment les dirigeants de Moscou tiennent leur parole et font honneur à leur signature apposée sur les traités internationaux.

Le 7 mai 1920, le gouvernement soviétique signa avec la Géorgie un traité par lequel il reconnaissait, d'une façon catégorique et sans aucune réserve, l'indépendance et la souveraineté de cette dernière.

Peu après, le 14 novembre 1920, le même gouvernement soviétique signait avec la Géorgie un accord de transit et de commerce qui garantissait les intérêts économiques des deux pays.

Ce qui arriva trois mois après la signature de cet accord est connu de tout le monde. Le 11 février 1921, les armées rouges, sans déclaration de guerre, envahissaient la Géorgie du côté de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan soviétisés par la force, ainsi que du côté de la mer Noire, et, après cinq semaines d'une résistance acharnée de la part de la Géorgie, elles réussissaient à occuper son territoire.

Cette violation flagrante des obligations internationales fut un véritable défi jeté à la face du monde civilisé.

Deux semaines avant cette brutale invasion, le 27 janvier 1921, le Conseil suprême des alliés (France, Angleterre, Italie, Japon, Belgique), siégeant à Paris, reconnaissait de jure l'indépendance de la Géorgie.

M. Aristide Briand, président du Conseil, écrivait en ces termes au gouvernement géorgien :

« Les puissances alliées sont heureu-

ses de pouvoir témoigner ainsi à nouveau de la sympathie avec laquelle elles ont suivi les efforts du peuple géorgien vers l'indépendance et de l'admiration que leur inspire l'oeuvre qu'il a déjà accomplie. »

La Géorgie était reconnue également par la plupart des autres puissances et elle se trouvait avec elles en relations diplomatiques normales. Sa légation à Paris, ouverte dès le début de 1921, fonctionna jusqu'en 1933 inclus.

La violation de la Géorgie souleva une indignation universelle. Parmi les protestations sans nombre émanant des différents pays, la plus sévère fut celle du Conseil municipal de Paris, le 23 février 1921, qui se terminait par ces mots : « le Conseil municipal voue au mépris des hommes le gouvernement bolcheviste, qui, sans déclaration de guerre, porte le meurtre dans la république de Géorgie ».

Le 2 avril 1922, M. Edouard Herriot, s'adressant au président du Conseil, disait : *La souveraineté de la Géorgie a été formellement reconnue par les puissances alliées. Elle a été reconnue, d'autre part, par le gouvernement russe lui-même, en vertu d'un traité fort précis. Je demande à M. le président du Conseil de bien vouloir déclarer que son gouvernement demeure attaché à la cause de cette indépendance. Le disant au nom de la France, qui a déjà agi pour l'indépendance de la Pologne et des Tchèques, qu'il nous permette de faire parvenir un espoir à un malheureux peuple opprimé.*

Raymond Poincaré, président du Conseil, lui répondit :

L'Honorable M. Herriot n'a fait qu'exprimer la pensée du gouvernement lui-même, telle qu'elle a été plusieurs fois déjà exprimée à l'Etat de Géorgie. Ce gouvernement possède d'ailleurs à Paris un représentant et ce représentant a accès au ministère des Affaires étrangères.

M. Poincaré n'est plus là. Mais M. Herriot est toujours solide au poste. Quelles raisons ont pu le faire changer d'avis ?

Le 28 octobre 1924, M. Herriot, président du Conseil, reconnaissait le gouvernement de Moscou, stipulant, toutefois, que rien ne saurait porter atteinte aux engagements pris vis-à-vis de la Géorgie.

Le peuple géorgien n'a pas accepté et n'acceptera jamais l'autorité du gouvernement soviétique qui occupe son territoire, en violation des traités.

Avant la ratification du Pacte d'assistance franco-soviétique, les élus de la France, défenseurs traditionnels des peuples opprimés, doivent demander au gouvernement de Moscou s'il est prêt à évacuer la Géorgie ou, au moins, à laisser le peuple géorgien exprimer librement sa volonté, sous le contrôle de la S. D. N., où M. Litvinoff défend si ardemment l'Abysinie.

LE PACTE FRANCO RUSSE

M. P. Taittinger dans « l'Ami du Peuple » critique le pacte, surtout dans la partie de l'assistance mutuelle

Alliance militaire avec la Russie qui n'a pas de frontière commune avec l'Allemagne ?

Triple et criminelle erreur.

Voici pourquoi :

1° La force de l'armée rouge est pratiquement inexistante (rapports des experts militaires lus à la Commission de l'Armée) ;

2° L'Allemagne, se jugeant militairement encerclée, retourne sa méfiance contre nous ;

3° Les armées allemandes, pour entrer en France, n'ont qu'à franchir une ligne idéale de poteaux frontières. Pour entrer en Russie, elles ont des centaines de kilomètres à parcourir à travers la Pologne, la Roumanie ou les pays baltes, tous juridiquement neutres.

La balance n'est pas égale.

M. Léon Bailby proteste énergiquement contre le pacte dans « Le jour » et propose de ne pas se lier les bras.

On a donc le droit d'écrire qu'il est déraisonnable de se lier les mains vis-à-vis d'un gouvernement et d'un peuple dont on sait d'avance qu'il ne nous rendront pas la réciprocité.

Et le danger se double encore si, regardant du côté de l'Allemagne, nous ne sommes pas assurés de neutraliser les réactions du Reich contre l'accord franco-russe. Le chancelier Hitler, en effet, persiste à considérer ce traité comme dirigé contre lui. Qu'il soit de bonne ou de mauvaise foi, le mobile importe peu : c'est le fait qui compte. Nous pouvons demain nous trouver placés devant une nouvelle et dangereuse tension de nos rapports avec l'Allemagne. Le Parlement français se contentera-t-il de dire pour sa défense qu'il n'avait pas voulu cela ?

M. Raymond Cartier dans l'« Echo de Paris » voit dans la signature de ce pacte des dangers imminents ; vu l'activité de l'Internationale de Moscou qui ne cesse de travailler partout :

Comment s'allier avec une nation qui n'a pas renoncé et qui ne renoncera jamais à intervenir dans nos affaires intérieures en soudoyant un parti politique français ? Comment traiter avec des hommes qui ont cyniquement volé des milliards à l'épargne française et qui, sans vouloir reconnaître leurs dettes anciennes, nous demandent encore du crédit ?

M. Lucien Romier très inquiet considère dans « Le Figaro » comme inadmissibles les préoccupations électorales qui peuvent être à la base de la discussion.

On ne peut admettre que la question des engagements à prendre par la France pour la paix et la guerre en Europe — c'est-à-dire pour la vie ou la mort de millions de jeunes Français — dépende des commodités occasionnelles d'une campagne électorale.

M. Martial Massiani dans « La Liberté » touche la question de la loyauté :

Nous ne pouvons pas nous fier à

l'esprit dans lequel est conclu le pacte.
Des preuves ?

Il y avait, à l'origine, une déclaration fameuse de Staline, reconnaissant la nécessité d'un effort militaire de la France. Quel compte les communistes français en ont-ils tenu ?

Il y avait promesse de non-ingéren-

ce dans la politique intérieure. Nous avons vu ce qu'on en avait fait. C'est de Moscou que partait en juillet l'offre de participation des communistes à un ministère de Front populaire, la recommandation de tout sacrifier au maintien de l'union des gauches.

CHRONIQUE

UKRAINE

*M. CHARLES RAPPOPORT DES
« IZVESTIA », DEFENSEUR DE
LA MORALE INTERNATIONALE.*

Le 22 Janvier a eu lieu à Paris le déjeuner de la presse étrangère où le problème suivant, plein d'actualité, a été débattu : peut-on encore trouver une solution pacifique du conflit italo-éthiopien ?

Les réponses à cette question ont été plutôt pessimistes. M. Cot, Président de la Cie du Chemin de Fer Djibouti-Addis-Abeba, grand connaisseur du problème, estime que tout dépend des résultats des dernières batailles engagées par les Italiens. Mais, d'après M. Cot, ils peuvent compter plutôt sur des concessions économiques que territoriales, étant donné que le Négus ne pourrait consentir de son plein gré à la cession des vastes territoires de son Empire.

Tel était l'avis d'un spécialiste, tandis que les journalistes, tant de droite que de gauche, semblaient être un peu lassés par ce conflit : l'opinion générale était qu'il était temps d'en finir, car on va probablement être bientôt témoins de tels événements en Europe et en Extrême-Orient auxquels ce con-

flit, en somme colonial, ne pourra guère être comparé. Il vaudrait mieux faire une « petite injustice » plutôt que de laisser traîner les choses.

Monsieur Delaisi, économiste bien connu, a le mieux formulé cette thèse, en attirant l'attention de l'assistance sur l'excédent de population en Allemagne, en Italie et surtout au Japon. Les nations sont actuellement divisées en deux camps, — celles qui sont satisfaites et d'autres qui ne le sont pas. On peut être, en principe, partisan des sanctions, mais ce n'est pas une solution. Il faut en trouver une qui puisse donner satisfaction à ceux qui ont des raisons d'être insatisfaits.

Plusieurs autres orateurs se sont fait entendre en développant des thèses plus ou moins brillantes, plus ou moins originales. Un journaliste belge a insisté sur la nécessité de la réforme de la S. D. N. pour qu'elle ait le droit moral de prétendre à réformer le monde.

Un représentant de l'ambassade soviétique et M. Charles Rappoport, correspondant des « Izvestia », dont la popularité est un peu spéciale à Paris, ont assisté au déjeuner.

Le Président avait proposé au diplomate soviétique de prendre la parole, mais celui-ci ayant décliné cette offre, force fut au camarade Rappoport de se faire l'interprète des théories communistes.

Un petit homme gros, un peu voûté, assez malpropre, le visage presque entièrement couvert d'une barbe broussailleuse d'où émergent des lunettes recouvrant de petits yeux gris fureteurs, — tel est ce représentant de la presse soviétique, dont l'apparence n'attire pas particulièrement les sympathies.

L'assistance entendit de sa bouche les litanies traditionnelles sur la menace terrible du Japon et de l'Allemagne, puissamment armés, qui pèse sur l'Union soviétique, sur le capitalisme et l'impérialisme et enfin... (qui l'aurait crû?) sur la morale internationale, dont l'U.R.S.S., défenseur principal de la paix et de la S. D. N., s'est constitué gardien sans peur et sans reproche...

M. Choulguine, dont la présence avait l'air de déplaire profondément aux représentants soviétiques, s'est empressé de prendre la parole :

« Monsieur le Président avait raison d'affirmer, — dit-il, — que chacun des orateurs a apporté ici son idée originale et intéressante. J'ai l'impression que tout a été dit et je ne prétends nullement d'apporter quelque chose de nouveau, — je voudrais seulement faire quelques remarques à propos des allocutions qui ont été prononcées.

« Si M. Cot nous a fourni des faits qui ont servi de base à nos discussions, M. Delaisi a posé nettement le problème des peuples satisfaits et non satisfaits. A cela nous devons ajouter qu'il y a encore des peuples qui ont été mis entièrement à l'écart de la vie internationale et qui sont privés de la possi-

bilité d'exprimer librement leur volonté : parmi ces peuples nous devons nommer en premier lieu le peuple ukrainien.

« Deuxième observation : notre collègue belge a dit qu'une réforme de la S. D. N. s'imposait pour qu'elle puisse remplir sa mission et que certaines puissances, comme Libéria par exemple, devraient en être exclues... Je rappellerai qu'au moment de l'admission de l'URSS à Genève plusieurs puissances, en premier lieu, la Suisse, la Hollande, le Portugal et, jusqu'à un certain point, la Belgique se sont résolument opposées à cette candidature. Nous, représentants des peuples opprimés par l'URSS, nous nous sommes joints à ces protestations pour la simple raison qu'une conquête militaire d'un Etat par un autre ne nous semble pas être compatible avec le pacte de la S. D. N. Cette dernière prétend avoir acquis pour ses idées un pays de 170 millions d'habitants, mais on est en droit de se demander, si son prestige moral dans le monde s'en est trouvé accru.

« Quelques observations encore : M. Rappoport nous a parlé d'armements formidables du Japon et de l'Allemagne, en citant le discours du maréchal rouge Toukhatchevsky au Congrès des Soviets, mais il a oublié de citer certains autres passages du même discours où ce haut dignitaire soviétique parle d'armements encore plus formidables de l'Union soviétique ...

« M. Rappoport nous a également parlé avec beaucoup d'emphase de l'« impérialisme des puissances capitalistes »... Seulement, il a oublié de mentionner l'existence de l'« impérialisme rouge »... Il est vrai que l'Ukraine, le Caucase et le Turkestan ne sont pas séparés de Moscou par des océans,

mais leur malheur n'en est que plus grand, — cela ne fait que faciliter aux dirigeants soviétiques l'exploitation sans vergogne de ces riches « colonies ». De quel droit les Soviets osent-ils donc s'ériger en champions des peuples opprimés et coloniaux du monde entier ? !

« Après ce que je viens de dire, il me semble qu'il est de toute évidence que M. Rappoport aurait, tout au moins, pu s'abstenir de parler de la « morale internationale ». *Avant de recommander la propreté aux autres, il vaut mieux se laver soi-même d'abord.* (Rires).

« Encore une dernière considération : nous avons entendu M. Rappoport proclamer son amour aussi ardent que spontané de la S. D. N. qui n'est pas sans nous étonner quelque peu, car lui-même, ainsi que ses amis, professaient pour elle, pendant plus de dix ans, une haine farouche. Mais il est curieux que ni M. Rappoport, ni M. Litvinoff n'aient pas résolu jusqu'à maintenant le problème de leurs rapports avec la S. D. N. En effet, ils n'arrivent pas à faire le choix entre la S. D. N. et une institution qui fait concurrence à l'organisme de Genève — je parle de la III^e Internationale. M. Rappoport a certainement dû lire, comme moi-même, le discours de M. Dimitroff au dernier congrès du Komintern (édité par le « Partizdat », — les Editions du parti communiste), où le secrétaire général de la III^e Internationale recommande en premier lieu de créer le « Front Commun » allant des radicaux aux communistes, tandis que le deuxième article de ce même programme comporte une solution radicale du problème — la dictature du prolétariat à laquelle on arrive par la révolution sociale et la guerre civile. Je ne veux pas discuter ici les avanta-

ges du paradis communiste, mais je voudrais seulement poser une dernière question. Est-ce que ce but sanglant du Komintern s'identifie avec la tâche que s'est donnée la S. D. N. ? »

« PAS D'ALLIANCE AVEC LES SOVIETS ».

La Dépêche Algérienne, dans son numéro du 16 janvier, publie l'éditorial de M. René Johannet, intitulé « Pas d'alliance avec les Soviets », dont nous reproduisons ci-dessous les passages essentiels :

« L'effondrement russe se mesure d'ailleurs dès maintenant à la facilité avec laquelle le Japon s'installe en Mandchourie, en Chine. Je le répète : la Russie est vaincue d'avance. Le plus sage, pour une politique vraiment française, serait de tenir compte de l'anéantissement virtuel des Soviets pour opérer un rapprochement solide avec leurs successeurs probables. au premier rang desquels figurent les nationalistes ukrainiens. Car les Soviets disparus, il est à prévoir que les antiques nationalités, abattues par le tsarisme, reviendront à la lumière et que le mouvement, inauguré en 1918 par la renaissance de la Finlande, de la Lithuanie et des Etats baltes, se poursuivra en premier lieu par la réapparition politique de l'Ukraine, l'immense et féconde Ukraine. Dans de pareilles conditions *s'allier avec le régime agonisant qu'est le bolchevisme serait commettre une sorte de suicide* ».

LA PRESSE UKRAINIENNE EN POLOGNE

Le journal « Dilo » a publié la statistique de la presse ukrainienne paraissant en Pologne. Sur cent vingt

deux périodiques on compte deux quotidiens, deux tri-hébdomadaires, vingt-deux hebdomadaires, les autres étant des bi-mensuels ou des mensuels.

La majeure partie de ces périodiques paraît à Lwow, quelques-uns dans les différentes villes de Galicie et de Volhynie, le reste à Varsovie.

UN DISCOURS DU SÉNATEUR ZALozETZKY AU SÉNAT ROUMAIN

Le sénateur Zalozetzky, représentant de la minorité ukrainienne en Roumanie, a prononcé, au sénat, un grand discours où il a exposé les doléances de la population ukrainienne en Roumanie et a insisté sur la nécessité d'y réorganiser complètement l'enseignement en introduisant la langue ukrainienne dans les écoles.

LA DEMISSION DU PRESIDENT T. G. MASARYK, L'ELECTION DE M. BENES ET L'EMIGRATION UKRAINIENNE.

Les Ukrainiens de Prague se sont réunis sous la présidence de M. Kollessa, recteur de l'Université ukrainienne, pour rendre hommage au Président Masaryk et à M. Bénès, le nouveau Président de la République. Plusieurs discours ont été prononcés au cours desquels les orateurs ont constaté la vive sympathie des deux grands hommes d'Etat pour la cause ukrainienne. Leur concours ainsi que celui des ministres successifs tchécoslovaques ont permis aux Ukrainiens d'établir un centre intellectuel à Pra-

gue et d'y fonder de nombreuses institutions scientifiques qui fonctionnent depuis plusieurs années.

LE CANAL BALTIQUE — MER BLANCHE.

Un livre sous le titre « Bielomor » publié par les écrivains soviétiques Maxime Gorky, V. Ivanoff, Kataieff et autres vient de paraître en édition américaine. Les auteurs y glorifient le creusage du canal qui fait communiquer la mer Baltique avec la mer Blanche. Les écrivains avouent cyniquement que les travaux ont été exécutés par les détenus politiques sous la direction du Guépéou; ils reconnaissent également que 40.000 victimes y trouvèrent la mort. La « construction » de la « patrie communiste » coûte cher ...

PROTESTATION SOVIETIQUE CONTRE L'ACTIVITE DES ORGANISATIONS UKRAINIENNES EN AMERIQUE.

Répondant à la note du gouvernement des Etats-Unis dans laquelle ce dernier proteste contre l'activité de la III^e Internationale, l'ambassadeur de l'U. R. S. S. à Washington, Troianovsky, ne se contente pas de « réfuter » les faits qui lui sont incriminés. Il saisit cette occasion de protester contre l'activité des organisations aux Etats-Unis menant une propagande antisoviétique et contre les organisations sportives des Ukrainiens qui ont même créé une école d'aviation.

E5114E
1936

Édition et Imprimerie
Rapide de la Presse
O. ZELUK
5, rue Saulnier, Paris